

Contre l'austérité en Grèce et en Europe

Le peuple grec a fait un choix démocratique clair : il s'est prononcé contre les politiques néolibérales. Il a dénoncé les mémorandums imposés par la Commission Européenne (CE), la Banque Centrale Européenne (BCE) et le Fonds Monétaire International (FMI). Il a voté en faveur de mesures concrètes qui permettent d'en finir avec le désastre des politiques d'austérité.

Nous sommes solidaires du choix du peuple grec, comme des manifestations massives ces derniers mois en Belgique, au Portugal, en Espagne, en Angleterre, en Irlande ou en Italie contre les politiques d'austérité. Un vent de changement se lève en Europe. Cette victoire, ces espoirs et ces combats sont les nôtres.

Nous dénonçons le mépris de la démocratie de l'Union Européenne résumé ainsi par Jean-Claude Juncker (président de la Commission Européenne) : **« Il ne peut y avoir de choix démocratique contre les traités européens »**

Nous condamnons les chantages de la Banque Centrale Européenne ainsi que toutes les pressions exercées sur le gouvernement d'Alexis Tsipras afin de maintenir à tout prix les « mesures structurelles » néolibérales (baisse des salaires, privatisations, disparition des conventions collectives...) qui n'ont pour résultat que de mettre le peuple grec à genoux.

Nous exigeons que le président François Hollande et le gouvernement français respectent le choix du peuple grec et soutiennent ses revendications. C'est nécessaire pour la Grèce, c'est une chance pour les peuples d'Europe.

Même si une partie des engagements pris avant les élections n'ont pas été tenus, nous dénonçons également une certaine presse qui parle de "capitulation" ou d'un gouvernement "qui se plie aux exigences de Bruxelles". Car c'est bien la première fois qu'un gouvernement refuse de dire oui à tout, prend des mesures pour venir en aide aux plus durement frappés par la crise, montre sa capacité à résister, et surtout rend aux Grecs leur dignité.

Avec le peuple grec inventons une autre Europe

Dénoncer les idées fausses sur la Grèce, c'est tout autant soutenir le peuple grec et son gouvernement que pointer les similitudes avec ce que nous vivons.

Voici quelques uns de ces bobards (il y en a beaucoup d'autres)

« Les grecs ont trop dépensé : normal qu'ils doivent maintenant se serrer la ceinture ! »

Faux !

Les dépenses publiques de la Grèce: 42% de la richesse nationale (PIB) en 2011 contre 45% en Allemagne et 52% en France.

«Les grecs ne paient pas d'impôts, alors ce n'est pas à nous de les renflouer»

Faux !

Pour remplir le critère de Maastricht sur le déficit maximum de 3%, la Grèce a fortement augmenté les impôts dans les années 1990: de 28% à 42% du PIB

Mais qui paie ces impôts ? Pas les riches en tous cas. La puissante église orthodoxe est exonérée d'impôts fonciers, les armateurs cachent leurs revenus dans les paradis fiscaux; sans compter qu'entre 2004 et 2008 la Grèce a réduit les droits de succession, diminué les taux d'imposition sur les revenus des plus riches et fermé les yeux sur une évasion fiscale gigantesque. Une réforme fiscale est indispensable pour rétablir plus de justice dans ce domaine et permettre des rentrées d'argent qui éviteraient de creuser la dette de l'Etat.

«On a déjà beaucoup aidé les Grecs

Faux !

Effectivement de 2010 à 2013 la Grèce a reçu 207 milliards d'euros en prêts des États et des institutions européennes. Mais 77 % de cette somme a servi à recapitaliser les banques grecques et à payer les intérêts (au taux de 18 % !!) de la dette aux créanciers qui étaient pour la plupart des banques américaines et européennes. La plupart de ces « aides » ont donc bénéficié aux banques mais pas à la satisfaction des besoins fondamentaux (nourriture, logement, protection sociale, santé, éducation ...) du peuple grec.

«Une dette est une dette, elle doit être obligatoirement remboursée»

Faux !

De nombreux exemples de pays surendettés (Allemagne 1953, Pologne 1991, Irak 2003, Équateur 2008, Islande 2011, Irlande 2013...) ont démontré : quand la dette est trop lourde (190% du PIB pour la Grèce !), il faut l'annuler et/ou la restructurer pour permettre un nouveau départ. Une renégociation portant sur une annulation partielle, sur les taux d'intérêt et sur l'échéancier est donc nécessaire. Il faut pour cela une conférence européenne comme ce fut le cas en 1953 pour la République Fédérale Allemande. Cette conférence pourra s'appuyer sur le rapport du comité d'audit de la dette publique installé par la présidence du parlement grec depuis le 4 avril. Ce comité, appelé "Comité pour la vérité sur la dette" déterminera quelle partie de cette dette est illégale et peut donc être effacée.